

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 24 au 28 avril 2017

JEUDI
27 avril 2017
à 14 h 15

Questions orales

Projets de loi et propositions

1. **Projet de loi portant création du "War Heritage Institute" et portant intégration des missions, des moyens et du personnel de l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de guerre, Anciens combattants et Victimes de guerre, du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, du Mémorial national du Fort de Breendonk, et du Pôle historique de la Défense, n°s 2320/1 à 7.**
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Tim Vandenput]
2. **Proposition de loi (MM. Koen Metsu, Koenraad Degroote et Brecht Vermeulen) modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile en vue de créer des conseils de formation et un Conseil supérieur de formation, n°s 2293/1 à 3.**
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Eric Thiébaud]
3. **Projet de loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, concernant l'organisation du contrôle physique, n°s 2322/1 à 6.**
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Eric Thiébaud et Koen Metsu]
4. **Proposition de loi (M. David Clarinval, Mmes Goedele Uyttersprot, Patricia Ceysens et Leen Dierick et MM. Egbert Lachaert, Vincent Scourneau et Benoît Friart) modifiant le Code des sociétés et la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, améliorant la procédure de dissolution des sociétés inactives, dont le siège est fictif et de celles dont les responsables ne disposent pas des connaissances professionnelles suffisantes, n°s 1940/1 à 6.**
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Francis Delpérée et Mme Leen Dierick]
5. **Proposition de loi (Mmes Sophie De Wit, Sarah Smeyers, Goedele Uyttersprot et Kristien Van Vaerenbergh, M. Egbert Lachaert et Mme Carina Van Cauter) modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN "Intervenants", n°s 2087/1 à 9.**
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke]

6. Proposition de résolution (MM. Gilles Foret, Jean-Jacques Flahaux, Emmanuel Burton et David Clarinval, Mme Katrin Jadin, M. Benoît Piedboeuf et Mmes Nele Lijnen et Sabien Lahaye-Battheu) visant à préserver la mobilité ferroviaire en région rurale, n°s 1990/1 à 6.

[Rapporteur : M. David Geerts]

7. Proposition de résolution (M. Veli Yüksel, Mme Nahima Lanjri et MM. Roel Deseyn, Jef Van den Bergh, Jean-Jacques Flahaux et Emmanuel Burton) relative à la politique de diversité au sein du Groupe SNCB, n°s 1276/1 à 7.

[Rapporteurs : MM. Wouter Raskin et Jean-Jacques Flahaux]

8. Proposition de résolution (Mmes Karine Lalieux et Laurette Onkelinx et MM. Laurent Devin, Emir Kir, Eric Massin, Jean-Marc Delizée et Frédéric Daerden) visant à encourager les entreprises publiques autonomes à s'inscrire dans une politique d'emploi qui lutte contre le chômage des jeunes dans les grandes villes, n°s 1762/1 et 2.

[Rapporteur : Mme Nele Lijnen]

[Application de l'article 88 du Règlement]

9. - Proposition de loi (Mmes Valerie Van Peel, Sarah Smeyers et Karolien Grosemans et MM. Koen Metsu et Peter Buysrogge) modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de promouvoir la lutte contre le terrorisme, n°s 2050/1 à 11.
- Proposition de loi (Mmes Valerie Van Peel, Sarah Smeyers et Karolien Grosemans) modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de promouvoir la lutte contre les infractions terroristes, n°s 1687/1 à 4.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Benoit Hellings, Gilles Vanden Burre et Stéphane Crusnière]

10. Proposition de loi (MM. Denis Ducarme et Olivier Chastel, Mme Françoise Schepmans, MM. Jean-Jacques Flahaux et Koen Metsu et Mme Katja Gabriëls) insérant un article 134septies dans la Nouvelle loi communale en vue de permettre au bourgmestre de fermer les établissements suspectés d'abriter des activités terroristes, n°s 1473/1 à 11.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : M. Peter Buysrogge et Mme Sarah Smeyers]

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)
(voir annexe)

Votes nominatifs

sur les projets de loi et propositions terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (Mme Nahima Lanjri, M. Roel Deseyn, Mme Nathalie Muylle et MM. Stefaan Vercamer et Servais Verherstraeten) modifiant la réglementation relative aux centres publics d'action sociale en ce qui concerne l'obligation alimentaire des enfants à l'égard de leurs parents en cas d'admission dans une maison de retraite, n° 2401/1.
 2. Proposition de loi (MM. Peter Vanvelthoven et Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la transparence des revenus du patrimoine financier, n° 2404/1.
 3. Proposition de résolution (Mme Sonja Becq) relative à l'écart entre les pensions des hommes et des femmes, n° 2420/1.
 4. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques en vue de l'interdiction de l'utilisation, à des fins politiques partisans, des moyens, facilités ou crédits mis à la disposition des groupes parlementaires ou des parlementaires par une assemblée parlementaire, n° 2422/1.
 5. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives afin d'établir des incompatibilités supplémentaires pour les bourgmestres, les échevins et les présidents de CPAS, n° 2423/1.
 6. Proposition de résolution (Mme Fabienne Winckel et consorts) visant à reconnaître le droit à l'autodétermination des personnes trans et à permettre une adaptation de la législation relative à la transsexualité afin qu'elle soit conforme aux principes de Yogyakarta, n° 2424/1.
 7. Proposition de loi (Mme Gwenaëlle Grovonius, MM. Stéphane Crusnière et Eric Massin et Mme Nawal Ben Hamou) modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, visant à ne pas sanctionner les jeunes s'engageant dans des actions de solidarité internationale en leur permettant d'obtenir l'accès aux allocations d'insertion, n° 2425/1.
 8. Proposition de loi (Mme Veerle Wouters, M. Hendrik Vuye et Mme Barbara Pas) modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, en vue de garantir la sécurité de l'aéroport de Bruxelles-National (Zaventem) et d'instaurer une cause de justification spécifique "ordre de l'autorité" lorsque les instructions du contrôle de la circulation aérienne sont suivies, n° 2426/1.
-